

Résumé du Sommet des entreprises de l'UICN : 10-13 octobre 2025

« La finance doit évoluer pour relever les défis les plus urgents de la planète. » Face à l'appel à résoudre de toute urgence les crises environnementales qui ne cessent de s'aggraver et leurs conséquences sociales et économiques dévastatrices, le premier Sommet des entreprises de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) a réuni des acteurs des secteurs privé et public afin de partager des idées et des solutions pour obtenir des résultats positifs pour la nature.

Le Sommet des entreprises de l'UICN 2025 s'est réuni dans le but de faire progresser l'ambition et l'action collectives pour accélérer la transition vers des économies et des sociétés positives pour la nature. S'appuyant sur le [Sommet des PDG](#) organisé sous les auspices du Congrès mondial de la nature de l'UICN à Marseille, en France, en 2021, les participants ont pris part à plus de cinquante sessions réparties sur quatre jours. Celles-ci ont débuté par une séance plénière d'ouverture de haut niveau avec des dignitaires et des dirigeants du monde de la conservation et des affaires, qui ont souligné que le temps presse et que tout le monde doit se mobiliser. Le Sommet des entreprises a proposé une multitude de sessions thématiques, de discussions informelles avec des chefs d'entreprise et de dialogues interactifs entre les parties prenantes. Parmi les nombreux sujets abordés, les discussions ont porté sur :

- les stratégies de mobilisation des ressources ;
- le renforcement des politiques en faveur de la nature afin de promouvoir l'action des entreprises ;
- les technologies émergentes qui font progresser les efforts de conservation ;
- les mécanismes axés sur les résultats qui favorisent la conservation par zone ;
- les mécanismes de financement innovants pour développer les solutions fondées sur la nature (SfN) ; et
- approches pour mesurer et appliquer le capital naturel dans la prise de décision des entreprises.

Les délégués ont souligné la nécessité de passer d'une période d'engagements à une période de mise en œuvre, et beaucoup ont salué l'orientation axée sur les résultats des dialogues tout au long du sommet. Reflétant la nécessité d'une approche globale de la société pour atteindre les Objectifs 2030 des programmes mondiaux en matière d'environnement et de développement durable, les entreprises ont été mises en avant comme des acteurs et des partenaires essentiels pour intensifier et accélérer les investissements en faveur de la conservation et de la restauration de la nature.

Le sommet a également servi de plateforme pour mettre en avant les partenariats et les initiatives qui œuvrent à l'échelle du paysage pour améliorer l'état de la nature. Compte tenu de l'urgence du défi, les participants ont souligné plusieurs changements de paradigme, allant de l'utilisation de matériaux à forte émission et à cycle de vie court dans l'environnement bâti à la réforme et à la réorientation des flux financiers et des subventions nuisibles à l'environnement.

Les sessions thématiques ont approfondi la question de « comment » intégrer la nature dans les activités commerciales, en mettant l'accent sur la manière dont les entreprises envisagent les impacts et les dépendances liés à la nature. Les chefs d'entreprise ont souligné que les effets de la dégradation de la nature ont un impact croissant sur les opérations et les résultats financiers de tous les secteurs et industries. Ils ont insisté sur le fait que renoncer à intégrer la nature dans les stratégies commerciales n'est plus un plan d'affaires viable ou responsable. Le sommet a mis en avant des approches visant à développer des indicateurs pour quantifier et valoriser la nature afin de soutenir « l'argument commercial en faveur de la nature ».

Parmi les initiatives et les partenariats de haut niveau mis en avant lors du sommet, les délégués ont assisté au lancement de l'approche RHINO ([Rapid High Integrity Nature-positive Outcomes](#)) de l'UICN. Cette approche vise à aider les entreprises à identifier les opportunités à fort impact en matière de conservation, à mesurer leur impact sur la biodiversité, à signaler et à divulguer les risques liés à la nature, et enfin à s'aligner sur les objectifs mondiaux en matière de biodiversité afin de contribuer de manière significative à inverser la tendance à la perte de nature.

Le Sommet des entreprises 2025 reflète la longue histoire du travail de l'UICN dans la mise en place de partenariats multipartites pour des résultats positifs pour la nature. L'UICN a élaboré sa première stratégie d'engagement des entreprises au tournant du siècle et a depuis fourni une multitude de politiques, de conseils et d'outils sur la valorisation de la nature et l'alignement des investissements et des stratégies commerciales sur les objectifs de conservation. Le Congrès de l'UICN de 2021 a souligné la nécessité pour les communautés de la conservation et des entreprises d'apprendre le langage de l'autre et de modéliser des voies de financement et d'investissement pour une reprise fondée sur la nature. Lors du Sommet des PDG qui s'est tenu à Marseille, les entreprises ont été accueillies comme des fournisseurs de solutions.

Dans ce numéro

Compte-rendu du Sommet des entreprises de l'UICN	2
Séance plénière d'ouverture	2
Sessions du Forum	2
Sessions dans les Pavillons	5
Réunions à venir	15
Glossaire	15



Razan Al Mubarak, Présidente de l'UICN

Les sessions du Sommet des entreprises de l'UICN 2025 ont été intégrées au Congrès de l'UICN dans le cadre du Forum, ainsi que dans les pavillons thématiques. Le Sommet des entreprises s'est tenu du 10 au 13 octobre 2025 à Abu Dhabi, aux Émirats arabes unis (EAU).

Compte-rendu du Sommet des entreprises de l'UICN

Séance plénière d'ouverture

La nature est l'affaire de tous : mobiliser des capitaux pour la biodiversité et la résilience : Lors de l'ouverture du Sommet des entreprises de l'UICN, le vendredi 10 octobre, Razan Al Mubarak, Présidente de l'UICN, a souligné que le coût de la perte de biodiversité n'est plus abstrait, mais se déroule « ici et maintenant », perturbant les chaînes d'approvisionnement et posant des risques importants pour les entreprises. Elle a appelé les délégués du secteur privé à stimuler l'innovation afin de s'attaquer à des problèmes urgents de conservation à grande échelle.

Humphrey Kariuki, Fondateur exécutif du Janus Continental Group, a été nommé [mécène africain de l'UICN pour la nature](#). Il a souligné qu'investir en Afrique, c'est investir dans la Terre, et a exposé sa vision d'une Afrique jouant un rôle de premier plan dans la conservation à l'échelle mondiale.

Lors du panel qui a suivi, la modératrice Becky Anderson, de CNN, a invité les intervenants à partager la manière dont ils ouvrent de nouvelles opportunités d'investissement dans la nature. Kazuhiko Kamada, Vice-président exécutif et Directeur de la stratégie chez Oji Holdings Corporation, a partagé ses expériences en matière de surveillance et de collecte de données pour une gestion forestière respectueuse de la nature.

Laurence Pessez, Directrice mondiale du développement durable (CSO) chez BNP Paribas, a souligné l'importance de disposer de mesures fiables pour réduire les risques liés aux investissements du secteur privé. Frances Camille Rivera, Cofondatrice et Directrice générale d'Oceanus Conservation, a insisté sur la nécessité d'orienter les financements vers la collecte de données dans les zones de conservation, soulignant en particulier l'importance de renforcer les capacités au sein des communautés locales.

Les panélistes ont également abordé d'autres thèmes, notamment : comment le financement innovant peut-il amplifier les actions en faveur de la biodiversité ? ; les approches pour soutenir les investissements durables et démontrer l'intérêt commercial de la nature ; et le rôle du capital philanthropique et catalytique pour surmonter les risques.

Sessions du Forum

Les vendredi 10 et samedi 11 octobre, le Sommet des entreprises a organisé des sessions dans le cadre du Forum, parallèlement au Congrès mondial de la nature de l'UICN.

Vaste plateforme de connaissances sur la conservation et le développement durable, le Forum a accueilli près de 300 sessions tout au long du Congrès. Celles-ci ont abordé les aspects économiques, sociaux, scientifiques et techniques des questions liées à la conservation de la nature, de la faune sauvage, des océans et des zones protégées, aux entreprises durables et aux droits de l'homme. Les sessions du Sommet des entreprises intégrées au Forum ont notamment porté sur les thèmes suivants : la mise en place d'environnements politiques propices à l'implication des entreprises, les partenariats clés et les approches permettant d'intensifier et d'accélérer les investissements dans la nature.

Faire progresser les politiques en faveur de la nature pour accélérer l'action des entreprises : Vendredi, lors d'une table ronde organisée par le Forum économique mondial (FEM), les participants ont discuté des conditions propices à un changement systémique, des approches de réforme des subventions néfastes et de la nécessité d'une coordination plus étroite entre les conventions relatives à la biodiversité et les parties prenantes.

Juan Carlos Navarro, Ministre de l'Environnement du Panama, a évoqué le « Nature Pledge » proposé par le Panama, un cadre stratégique pour des négociations centralisées entre les conventions de Rio traitant du changement climatique, de la biodiversité et de la désertification.

Daudi Sumba, Directeur de la conservation au Fonds mondial pour la nature (WWF) International, a appelé à « réorienter » les subventions néfastes plutôt qu'à les « éliminer ». Ewan Livingston-Docwra, de The B Team, a fait remarquer que de nombreuses chaînes d'approvisionnement dépendent de subventions néfastes et a appelé à collaborer avec les décideurs politiques afin d'améliorer la réforme des subventions.

Thorsten Arndt, du Programme international de reconnaissance des certifications forestières (PEFC), a souligné le rôle de la certification dans la contribution aux objectifs de biodiversité, parallèlement à sa valeur en matière de développement social. Adonai Herrera-Martínez, Directeur de l'environnement et du développement durable à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, a encouragé les banques de développement à explorer les possibilités d'amélioration de la biodiversité dans leurs projets et a exhorté à développer des sources de revenus pour récompenser les entreprises qui « agissent en faveur de la nature ».

Claudine Blamey, CSO, Aviva, a insisté sur la nécessité de plans de transition gouvernementaux solides que les entreprises peuvent imiter pour créer des voies de transition sectorielles. Juha Siikamäki, Economiste en chef, UICN, a appelé à la mise en place de mesures crédibles, telles que la comptabilité du capital naturel, afin d'encourager les actions positives pour la nature, et a souligné le potentiel des instruments fiscaux pour répondre aux préoccupations budgétaires.



Claudine Blamey, CSO, Aviva



Minna Epps, Directrice des politiques océaniques mondiales, UICN

Mher Margaryan, Arménie, a souligné que la prochaine réunion de la Conférence des Parties (COP) à la Convention sur la diversité biologique (CDB) était l'occasion d'impliquer les entreprises dans la mise en œuvre du Cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal (CMB). Astrid Schomaker, Secrétaire exécutive de la CDB, a souligné la nécessité d'« élargir la responsabilité de l'action » et a mis en avant les objectifs du CMB spécifiques aux entreprises, notamment l'Objectif 15 sur la divulgation d'informations. Elle a noté le potentiel d'un meilleur alignement entre les Secrétariats des Accords multilatéraux sur l'environnement (AME) pour une action rationalisée, notamment en ce qui concerne les exigences nationales en matière de rapports.

Coalitions inhabituelles : les peuples autochtones, les communautés et le secteur privé s'unissent pour la biodiversité : Cette conversation interactive, organisée par Fauna & Flora vendredi, a réuni les parties prenantes afin d'examiner comment la collaboration à l'échelle du paysage peut améliorer l'état de la nature.

Craig Tribolet, Directeur adjoint chargé du développement durable au sein du groupe Asia Pacific Resources International Limited (APRIL), a présenté le travail du groupe APRIL dans la mise en œuvre de sa politique de gestion durable des forêts. Il a souligné l'importance d'un engagement précoce, continu et respectueux des partenaires, y compris des parties prenantes locales, et de l'utilisation d'une terminologie accessible.

Leticia Guimarães, de Vale, a présenté les activités de gestion forestière menées par la société minière en Amazonie brésilienne, dont les objectifs sont de protéger et de restaurer certaines zones de la forêt. Amrei Von Hase, Directrice du programme COMBO+ de la Wildlife Conservation Society, a souligné l'efficacité des formations sur le terrain pour établir des partenariats multipartites.

Puthea Suon, Fauna & Flora, a souligné comment des pratiques de gestion rationnelles ont contribué à la conservation de la biodiversité et à la réduction des activités illégales dans une zone protégée communautaire au Cambodge. Il a montré comment le renforcement des capacités pour une exploitation durable des produits forestiers a permis de générer des revenus au niveau local, et a souligné la nécessité de forger des partenariats commerciaux pour stabiliser ces revenus. Steve Edwards, consultant indépendant, a appelé à des discussions visant à favoriser la compréhension mutuelle, en particulier entre les secteurs public et privé, dont les perspectives et les objectifs divergent.

Les participants ont notamment souligné les avantages de l'utilisation du cadre [du Groupe de travail sur les informations financières liées à la nature](#) (TNFD) pour présenter des arguments commerciaux aux actionnaires, ainsi que l'importance de respecter les connaissances traditionnelles et autochtones.

Libérer le financement transformateur à grande échelle des océans : Lors d'une conversation approfondie vendredi, Minna Epps, Directrice des politiques océaniques mondiales à l'UICN, et Ilana Seid, représentante permanente des Palaos auprès des Nations unies, ont mis l'accent sur la nécessité d'un déploiement de capitaux catalytiques pour les océans, soulignant que l'Objectif de développement durable (ODD) 14 (vie sous l'eau) reste l'ODD le plus sous-financé. Mme Seid a souligné que l'économie bleue est déjà en marche et qu'elle est susceptible d'attirer des investissements. Elle a appelé à un renforcement de la gouvernance mondiale et à une plus grande cohérence des stratégies de financement des océans.

Poursuivant la table ronde modérée par Thorsten Thiele, Fondateur et Directeur exécutif de Global Ocean Trust, les panélistes ont présenté [One Ocean Finance](#), une coalition mondiale qui façonne une architecture financière inclusive pour les océans, dans laquelle ceux-ci sont protégés en tant que Bien commun.

Les intervenants ont souligné l'importance de réduire les risques et de multiplier les opportunités, en mettant en avant les obligations bleues comme l'une de ces opportunités. M. Thiele a fait remarquer que l'accélération du financement nécessite également le soutien d'un capital patient à plus long terme (investissement sans retour rapide). Pradeep Kurukulasuriya, Secrétaire exécutif du Fonds d'équipement des Nations unies (FENU), a souligné la capacité du FENU à absorber les risques en tant que « première couche de perte », afin de permettre le financement traditionnel et de garantir que les pays du Sud aient accès au financement nécessaire.

Erika Harms, Directrice monde du développement durable chez Iberostar, a souligné que le secteur du tourisme, qui a un impact important sur l'environnement marin, peut être un partenaire de mise en œuvre dans la restauration de la nature et accélérer le financement du développement.

Chris Gorell Barnes, Associé fondateur d'Ocean 14 Capital, a mis l'accent sur l'investissement à impact social, soulignant le « manque de financement intermédiaire » des Petites et moyennes entreprises (PME). Il a déclaré que celles-ci représentent environ 90 % des industries de l'économie bleue, mais qu'elles souffrent d'un déficit de financement en raison de leur taille économique.

Au cours des discussions qui ont suivi, les participants ont pris connaissance des options de financement mixte et ont discuté des difficultés associées et des besoins régionaux. Ils ont souligné l'importance de la flexibilité, de l'agilité, de la collaboration et de la gestion des risques. Les panélistes ont attiré l'attention sur le pipeline de financement océanique et sur l'importance de collecter des données fiables et indépendantes pour éclairer les investissements. Dans son discours de clôture, Peter Thomson, Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies pour les océans, a illustré le décalage entre la disponibilité des fonds et l'alignement des projets.



Peter Thomson, Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies pour les océans



Alex Dehgan, PDG et cofondateur, Conservation X Labs

La technologie au service de la conservation : des innovations pour un impact partagé : Samedi 11 octobre, Alex Dehgan, PDG et Cofondateur de Conservation X Labs, a appelé à trouver des solutions technologiques à la hauteur de la rapidité et de l'ampleur des problèmes de conservation. Il a souligné les possibilités de création d'emplois et la capacité de la technologie à sauver des espèces menacées d'extinction. Il a mis en avant les technologies émergentes telles que les applications d'intelligence artificielle (IA) de pointe qui ne dépendent pas du cloud. M. Dehgan a déclaré que « le plus grand risque n'est pas la technologie elle-même, mais celui de choisir de ne pas innover en matière de conservation ».

Tom Quigley, Cofondateur et Directeur général de Superorganism, a appelé à trouver des solutions technologiques capables de « créer de la valeur dès aujourd'hui » et de se développer rapidement. Il a donné des exemples d'applications pratiques, notamment Inversa Leathers, qui produit des articles de mode à partir d'espèces envahissantes, en utilisant l'IA dans sa chaîne d'approvisionnement.

Rebecca Stern, de Dunya Analytics, a présenté Savimbo, un premier programme certifié de Crédits de biodiversité développé avec les Peuples autochtones et les communautés locales (PACL) impliqués dans la conservation locale en Amazonie colombienne. Elle a décrit la méthodologie et les paiements directs aux communautés locales.

Lilian Pintea, Vice-présidente du Jane Goodall Institute, a souligné l'importance de développer dès le départ des applications technologiques spécifiquement destinées à la conservation. Elle a insisté sur l'importance de dialoguer avec les PACL et de les écouter afin de s'assurer qu'ils sont les propriétaires et les moteurs des décisions et qu'ils adhèrent pleinement aux solutions technologiques.

Brian Juhyuk Lee, Google.org, a expliqué le travail de la branche philanthropique de Google, qui se concentre sur l'utilisation de l'IA pour faire progresser la société et améliorer les conditions de vie. Il a développé le rôle de l'entreprise dans la création d'opportunités pour impliquer les parties prenantes et réduire les obstacles à la technologie. Il a souligné que la technologie peut répondre aux complexités de la nature elle-même et a donné des exemples des avantages des applications de traduction, des applications géospatiales et du [Global Fishing Watch](#), entre autres.

Stéphanie Limouzin, Présidente de Collecte Localisation Satellites, a souligné les problèmes liés à l'adaptation des cadres réglementaires aux évolutions technologiques. Elle a insisté sur l'importance de la technologie en tant que catalyseur et sur la nécessité de connaître les utilisateurs finaux. Matthew McKown, PDG de Conservation Metrics, a expliqué leur modèle à but lucratif et la manière dont ils transforment les données en informations exploitables afin d'améliorer le bien-être des communautés et la santé des écosystèmes.

Le coût caché de la pollution plastique et de la perte de biodiversité : implications économiques et politiques : Samedi, Sebastian Buckup, Directeur général du WEF, a déclaré que la question des plastiques est très complexe et a souligné que la prospérité économique dépend de la nature, tout comme la vie elle-même.

David Obura, Président de la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), a souligné que d'ici 2050, les prévisions indiquent qu'il y aura plus de plastique dans la mer que de biomasse piscicole. Il a appelé à l'adoption de mesures communes pour permettre la prise de décisions dans tous les secteurs et tous les pays.

Marco Antonio Arenas Aspilcueta, Directeur de la Direction générale de la diversité biologique du Pérou, a souligné l'importance des partenariats public-privé, de la collaboration avec tous les secteurs et de la collecte de données fiables.

Ursula Parrilla, Directrice régionale du Bureau régional de l'UICN pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes, a évoqué les obstacles aux négociations visant à finaliser un traité mondial sur les plastiques. Elle a appelé à la cohérence des politiques, à la promotion de l'innovation et à la collaboration avec les pays voisins.

Mme Pessez, BNP Paribas, a décrit les initiatives directes et indirectes de la banque en matière de plastique, telles que le soutien aux start-ups ou aux capacités d'investissement des clients. Elle a souligné la dynamique croissante en faveur d'une économie circulaire et d'emballages alternatifs.

Anssi Mikola, PDG de RiverRecycle, a décrit les opérations de retrait des plastiques des rivières grâce à des activités de collecte et de recyclage qui soutiennent les communautés locales. Il a souligné qu'une fois que les déchets atteignent une rivière, personne n'en est responsable. Il a attiré l'attention sur l'ensemble de la chaîne de valeur et sur les politiques de Responsabilité élargie des producteurs, et a appelé à la collecte de données pour quantifier les dommages causés par la pollution plastique.

Mécanismes de financement innovants pour développer les SfN : Modérée par Melissa De Kock, Directrice adjointe du Centre mondial de surveillance de la conservation du Programme des Nations unies pour l'environnement, cette session du samedi a examiné les moyens de développer des actions de conservation résilientes et de passer à des économies et des sociétés respectueuses de la nature. Susanne Pedersen, Directrice du Centre pour la science et la connaissance de l'UICN, a souligné l'importance d'investir avec intégrité, en veillant à ce que « chaque dollar dépensé apporte des avantages mesurables pour les populations, la biodiversité et le climat ».

Marie Bjornson-Langen, Directrice exécutive adjointe pour les solutions de développement durable à l'Agence française de développement, a discuté du rôle des banques de développement



Marie Bjornson-Langen, Directrice exécutive adjointe pour les solutions de développement durable, Agence française de développement



Alvin Lopez, BAD

dans l'intégration des SfN dans les cadres d'investissement public et les politiques, la réduction des risques liés aux investissements privés et le développement de projets de haute qualité. Oliver Konz, Directeur général du ministère fédéral allemand de l'Environnement, de la Protection de la nature et de la Sécurité nucléaire, a fait remarquer que le financement mixte permettrait de réduire les risques et de renforcer la confiance des investisseurs. Il a ajouté que sans cela, les financements privés « resteraient sur la touche ».

Yoko Watanabe, Directrice de l'environnement à la Banque asiatique de développement (BAD), a souligné que la mise à l'échelle des SfN pourrait créer 230 millions de nouveaux emplois, et a insisté sur la nécessité d'orienter les financements vers des projets à haute intégrité. Dong Wang, Directeur adjoint du Centre d'innovation SfN de l'université de Pékin, a présenté des exemples de SfN innovants présentant des avantages en matière de biodiversité, de climat et sur le plan social. Il a notamment mentionné les villes-éponges qui suivent un modèle d'urbanisme utilisant des infrastructures hydroécologiques pour prévenir les inondations et gérer de manière durable les eaux pluviales.

Alvin Lopez, de la BAD, a déclaré que des modèles évolutifs de SfN sont nécessaires pour attirer les capitaux publics et privés. Eric Schoumsky, de la Société Générale, a évoqué le manque de projets bancables et susceptibles d'être financés, mais a souligné que le Standard mondial de l'UICN pour les SfN peut permettre de développer des projets économiquement intéressants.

Sessions dans les Pavillons

L'ensemble du programme du Sommet des entreprises s'est déroulé dans des pavillons thématiques et sur des scènes du 10 au 13 octobre, le Pavillon des entreprises offrant un espace clé pour renforcer la collaboration et le dialogue entre les parties prenantes.

L'économie circulaire comme vecteur d'une économie positive pour la nature : Boris Erg, Directeur du Bureau régional européen de l'UICN, a animé cette session le vendredi 10 octobre.

Par liaison vidéo, Marianne Kettunen, de la Fondation Ellen MacArthur, a discuté de la manière dont l'économie circulaire peut régénérer la nature et éliminer la pollution, notamment celle causée par les plastiques. Elle a appelé à mieux communiquer sur les avantages de l'économie circulaire pour la biodiversité et à combler les lacunes en matière d'information grâce à davantage d'innovation et de recherche.

Antonis Antoniou Latouros, Président d'Aggregates Europe, a encouragé la collaboration avec des organisations environnementales telles que l'UICN, qui apportent leur expertise scientifique, leur crédibilité et leur savoir-faire international. Il a rendu compte des efforts déployés par l'industrie pour obtenir

des résultats nets positifs pour la nature, tout en soulignant que le recyclage seul ne suffit pas, car seuls 10 à 20 % des granulats peuvent être efficacement recyclés. M. Latouros a appelé à la mise en place de mesures incitatives simples et de règles claires.

Jun Hashimoto, Shimizu Corporation, a expliqué comment la collaboration avec d'autres parties prenantes permet d'obtenir des résultats positifs pour la nature et a décrit les approches de la circularité du point de vue de l'architecture paysagère. Elle a souligné l'importance de gérer les attentes des clients et a insisté sur le fait que tous les matériaux ne peuvent pas être recyclés ou triés efficacement.

Liliana Jauregui Bordones, Directrice du Comité national néerlandais de l'UICN, a décrit les plans du gouvernement néerlandais pour une économie circulaire d'ici 2050 et a attiré l'attention sur les efforts visant à encourager la transparence du secteur privé et de la société civile dans l'utilisation des matériaux.

Leadership pour une nature positive : comment les chefs d'entreprise peuvent stimuler l'action en faveur de la nature : Gemma Parkes, Responsable de la communication, Initiative Nature Positive (NPI), a introduit cette session vendredi en mettant en avant le livre [Becoming Nature Positive](#), auquel les trois panélistes ont contribué, et [The New Nature of Business: The Path to Prosperity & Sustainability](#) d'André Hoffmann et Peter Vanham.

Grethel Aguilar, Directrice générale de l'UICN, a souligné l'importance d'inviter officiellement les entreprises et le secteur privé à « participer au dialogue de l'UICN », tandis qu'André Hoffmann, Vice-président de Roche, a fait remarquer que « nous nageons tous dans la même piscine ». Il a insisté sur le fait que les entreprises ne peuvent être considérées comme indépendantes ou déconnectées de la nature, et a appelé à valoriser et à rétablir l'équilibre des biens communs mondiaux.

Marco Lambertini, Coordinateur de NPI, a appelé à un changement de comportement. Soulignant que notre impact sur la nature « détruit les fondements qui ont soutenu notre développement », il a exhorté à reconnaître que le système, qui est négatif pour la nature, a produit du développement, mais atteint désormais ses limites. Il a appelé à adopter un modèle différent, affirmant qu'« un avenir positif pour la nature est le seul avenir possible ».

M. Hoffmann a mis en avant deux concepts : la prospérité et la résilience. Il a fait remarquer que « les entreprises ont détruit la planète parce qu'elles se sont concentrées sur la maximisation des profits à court terme ». M. Aguilar a appelé à la définition d'objectifs et d'indicateurs clairs, ainsi qu'à la transparence.

The Nature of Success : lancement de la publication : Vendredi, Faridah Ibrahim, Responsable de l'unité Engagement des entreprises de l'UICN, a présenté [The Nature of Success](#),



Table ronde sur le thème « Leadership pour une nature positive : comment les chefs d'entreprise peuvent encourager les actions en faveur de la nature »

qui illustre une série de collaborations entre l'UICN et le secteur privé.

Thanat Aniwat, du groupe TCP, une entreprise de biens de consommation, a décrit la collaboration avec l'UICN en Thaïlande et au Vietnam dans le cadre d'activités de collecte des déchets impliquant les Communautés locales, et a souligné la responsabilité de l'entreprise pour l'ensemble de sa chaîne de production.

Annika Gunilla Lundmark Nordin, de Stora Enso, a déclaré que la collaboration avec l'UICN avait catalysé la maximisation des actions en faveur de la biodiversité dans les forêts grâce à un outil métrique reliant les modèles de décision forestière. Elle a encouragé l'utilisation des données disponibles et a appelé les entreprises à employer des personnes qui comprennent la science.

Takao Aiba, du Conseil pour la conservation de la nature du Keidanren et de Toyota, a attiré l'attention sur le partenariat entre l'UICN et Toyota Motor Corporation pour la période 2016-2021, qui a permis d'améliorer les connaissances sur le risque d'extinction de plus de 28 000 espèces. Il a souligné que les entreprises ont besoin de données environnementales scientifiques solides pour évaluer pleinement l'impact de leurs décisions.

Luther Bois Anukur, Directeur régional pour l'Afrique orientale et australe de l'UICN, a évoqué un partenariat avec l'Association des banquiers du Kenya et la complexité de la collaboration avec de multiples acteurs pour parvenir à un consensus et à une compréhension commune. M. Schoumsky, Société Générale, a décrit comment l'application du Standard mondial de l'UICN pour les SfN peut rassembler toutes les parties prenantes autour de la table, et a mis en garde contre le risque « d'oublier les sujets importants dans des situations complexes ». Les panélistes ont insisté sur la nécessité de ne pas changer trop fréquemment les politiques afin de garantir la stabilité, de définir des objectifs simples et mesurables, de s'éloigner du greenwashing et d'aligner les politiques afin de donner la priorité à la nature.

En conclusion, les intervenants ont souligné qu'investir dans la nature, c'est investir dans les communautés ; ils ont encouragé le renforcement de la communauté scientifique ; ils ont exhorté à partager les exemples de réussite afin de créer une dynamique ; et ils ont appelé à renforcer la coopération afin de développer le marché pour une nouvelle économie régénérative résiliente.

Développement urbain basé sur la nature : catalyser la biodiversité grâce aux bâtiments, à la réglementation, à la conception et aux marchés : S'appuyant sur l'expertise d'architectes, d'urbanistes et d'écologistes, cette session du vendredi, modérée par Loredana Scuto, de l'UICN, a présenté des exemples phares de construction durable et d'urbanisme qui intègrent et restaurent la biodiversité dans les villes.

Nabila Pranoto, Holcim, a présenté la promotion par Holcim des pratiques circulaires et régénératrices dans l'environnement



Luther Bois Anukur, Directeur régional pour l'Afrique orientale et australe

bâti. Elle a souligné l'importance de l'éducation pour dissiper les idées fausses, ainsi que les avantages connexes de l'utilisation de matériaux recyclés et de techniques innovantes. Kevin Vega, Second Nature Ecology and Design, a présenté une publication collaborative de Second Nature, de l'UICN et de Holcim, intitulée « [Catalysing biodiversity on buildings: a review of supporting initiatives in European cities](#) » ([Catalyser la biodiversité dans les bâtiments : examen des initiatives de soutien dans les villes européennes](#)). Il a expliqué que cette publication traite notamment des incitations financières et politiques en faveur du verdissement urbain et met en avant les meilleures pratiques d'un point de vue écologique.

François Moreau, de la municipalité de Paris, en France, a rendu compte des initiatives de sa ville, notamment un plan directeur urbain actualisé qui définit des conditions et des incitations fondées sur la nature pour la construction et l'octroi de permis. Il a également mis en avant un outil d'auto-évaluation permettant d'évaluer l'impact des projets sur la biodiversité, et a souligné que le verdissement des infrastructures publiques est un objectif facile à atteindre pour les collectivités locales.

Jennifer Rae Pierce, Cofondatrice et Directrice exécutive de l'Urban Biodiversity Hub et de la Commission de la gestion des écosystèmes (CGE) de l'UICN, a souligné la nécessité d'inclure les impacts indirects sur la biodiversité dans la planification des villes et de prendre en compte l'approvisionnement en amont des matériaux de construction.

Lancement de RHINO de l'UICN : une approche pour obtenir rapidement des résultats positifs pour la nature et d'une grande intégrité : La modératrice Vian Sharif, Fondatrice et Présidente de NatureAlpha, a présenté vendredi soir le lancement de l'approche RHINO de l'UICN.

Mme Aguilar a décrit l'approche RHINO de l'UICN comme une étape essentielle pour mener à bien des actions positives pour la nature. Elle a expliqué comment RHINO peut guider les organisations dans la nature, la localisation, l'ampleur et le rythme de leurs activités afin de répondre aux besoins de notre planète. Mme Aguilar a souligné que l'approche RHINO de l'UICN est fondée sur des données scientifiques et s'appuie sur la [Liste rouge des espèces menacées de l'UICN](#) et le [Programme de réduction des menaces et de restauration des espèces](#) (STAR), deux outils permettant de mesurer les risques et le rétablissement de la biodiversité.

Tony Goldner, PDG de TNFD, a félicité les 620 organisations qui utilisent volontairement les recommandations de TNFD et a souligné que l'approche RHINO de l'UICN « supprime toute excuse à l'inaction des entreprises et des acteurs financiers ». M. Lambertini a réaffirmé que les entreprises ont besoin de clarté dans le choix des indicateurs pour obtenir des résultats positifs pour la nature, et que RHINO comblera cette lacune.

Atsuhiko Yoshinaka, du ministère japonais de l'Environnement, a décrit la feuille de route japonaise vers une



Vue du panel lors du lancement de l'approche RHINO de l'UICN

économie positive pour la nature d'ici 2030 ; il a souligné que son pays s'efforce d'être à l'avant-garde des actions positives pour la nature et a convenu que RHINO stimulera l'engagement des entreprises.

Vivek Menon, conseiller de l'UICN et Directeur exécutif du Wildlife Trust of India, a présenté les modalités de RHINO et a caractérisé le concept de « positif pour la nature » comme un objectif sociétal mondial visant à stopper et inverser la perte de nature d'ici 2030 par rapport à 2020, et à parvenir à un rétablissement complet d'ici 2050. Il a souligné que RHINO peut :

- identifier les zones à fort impact pour la conservation ;
- mesurer les contributions à la biodiversité sur l'ensemble des sites ;
- signaler et divulguer les risques et les opportunités liés à la nature ; et
- s'aligner sur les objectifs mondiaux en matière de biodiversité et contribuer de manière significative à inverser la perte de nature.

Les questions des participants portaient sur les lacunes en matière de données, telles que les espèces sous-représentées sur la Liste rouge de l'UICN, le financement nécessaire pour combler ces lacunes et l'intégration de mesures positives pour la nature dans la méthodologie RHINO.

Unir nos forces pour des SfN de haute intégrité en Asie : Vers le lancement du partenariat Nbs Asia : Le samedi 11 octobre, Dindo Campilan, Directeur régional pour l'Asie et Directeur du centre Océanie de l'UICN, a retracé l'histoire des SfN au sein de l'UICN, jusqu'au lancement du [Standard mondial actualisé de l'UICN pour les SfN](#) lors du Congrès 2025. Il a souligné les applications historiques de ce concept dans la région. Lorenzo Santucci, de la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), a présenté la capacité de la CESAP à accélérer et à développer les projets SfN, notamment en encourageant la coopération régionale en matière de développement socio-économique. M. Campilan et M. Santucci ont demandé aux panélistes comment l'UICN pouvait jouer au mieux son rôle dans le partenariat Nbs Asia et quelles modalités étaient nécessaires pour garantir que ce partenariat soit adapté à son objectif.

Vinay Singh, de l'UICN, a fait remarquer que les SfN ne sont pas une solution universelle et a partagé les enseignements tirés de la région Océanie. Il a souligné l'importance des partenariats, d'un environnement politique favorable et de l'utilisation d'une terminologie commune pour faciliter la bancabilité des projets.

Kitty Tam, Civic Exchange, a souligné l'évolution des SfN, qui sont désormais largement acceptées à Hong Kong grâce à des initiatives éducatives stratégiques et à des ateliers, et a mentionné les partenariats avec les bureaux de l'éducation et du développement. Concernant le Standard mondial de l'UICN pour

les SfN, elle a souligné que les institutions financières sont plus confiantes lorsqu'elles travaillent avec des concepts convenus au niveau international.

Anouj Mehta, Directeur national pour la Thaïlande à la BAD, a évoqué le Nature Solutions Finance Hub (Centre de financement des solutions naturelles) de la BAD, soulignant l'importance des partenariats qui réunissent des partenaires techniques, des communautés, des utilisateurs concernés, des décideurs et des acteurs financiers. Il a insisté sur le potentiel des fonds publics comme capital de réduction des risques pour lever davantage d'investissements privés.

Sonja Luz, PDG de Mandai Nature, a décrit la coalition SCSNe (Southeast Asia Climate and Nature-based Solutions), un partenariat axé sur les Solutions fondées sur la nature (SfN) à triple bénéfice et à haute intégrité, qui contribuent à l'amélioration de la biodiversité, à la résilience climatique et au bien-être humain. Elle a souligné l'importance des partenariats et des plateformes centralisées pour permettre aux organisations travaillant sur les SfN de sortir de leur isolement.

Les obligations bleues et l'évolution de l'économie bleue : Shargiil Bashir, Vice-président exécutif et Directeur de la stratégie de la First Abu Dhabi Bank (FAB), a souligné l'émission par la FAB de ses deux premières obligations bleues en 2025, pour un montant total de 70 millions de dollars américains. Il a souligné l'investissement direct des obligations dans des projets visant à protéger les écosystèmes et à soutenir [la Stratégie 2036 de sécurité hydrique des Émirats arabes unis](#). M. Bashir a également indiqué que le marché des obligations bleues devrait atteindre 70 milliards de dollars américains d'ici 2030, et a souligné que la finance doit évoluer pour relever les défis les plus urgents de la planète.

Modérée par Nicolas Poolen, du WWF, cette table ronde organisée samedi a abordé les voies de financement positives pour la nature afin de renverser la tendance en matière de restauration des océans. Vriko Yu, Cofondatrice et PDG d'Archireef, a décrit le déploiement de SfN par son entreprise au Moyen-Orient et en Asie, et a souligné l'importance de disposer de régulateurs solides pour permettre la croissance de l'économie bleue.

Sarya Kudsii, Crédit Agricole, a établi un parallèle avec les obligations vertes et a fait remarquer que la croissance est tirée par la demande des investisseurs, soulignant que le Moyen-Orient évolue plus rapidement dans ce secteur que l'Europe ou l'Amérique du Nord. Maysam Rawashdeh, de la FAB, a souligné que la banque avait diversifié son pool d'investisseurs en s'adressant à ceux qui s'intéressent explicitement aux obligations liées au développement durable. Elle a souligné l'importance de mettre en place des garanties et des normes minimales, et a cité les [Principes de l'Équateur](#) comme un cadre de gestion des risques essentiel pour les institutions financières.



Dindo Campilan, Directeur régional pour l'Asie et directeur du pôle Océanie, UICN



Carlin Naidoo, Vice-président du groupe, Développement durable, DP World



Rachel Martin, NPI

Carlin Naidoo, Vice-président du groupe chargé de la durabilité chez DP World, a attiré l'attention sur l'émission par la multinationale de logistique d'une obligation bleue de 100 millions de dollars américains à échéance en 2024, précisant qu'elle vise à financer une transition durable dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement du transport maritime.

Les panélistes ont également souligné les questions de l'évolutivité des SfN et de la complexité des indicateurs liés à la nature, et ont insisté sur la nécessité d'une collaboration et de partenariats intersectoriels.

Harmonisation des indicateurs liés à la nature : Portail d'Action Nature :

Cette session s'est déroulée samedi. Présentant la théorie du changement pour l'harmonisation des indicateurs dans le cadre d'un « Portail d'Action Nature », qui sera lancé en novembre 2025, la modératrice Angela Graham-Brown, Directrice Nature Action, World Business Council for Sustainable Development (WBCSD), a souligné que le grand nombre d'indicateurs liés à la nature « freine les progrès » en raison de leur complexité.

Rachel Martin, NPI, a présenté le travail de son organisation visant à identifier un ensemble universel de mesures de l'état de la nature, à déployer dans différents cadres réglementaires pour adoption par les entreprises. Elle a souligné la nécessité pour les entreprises de comprendre toute l'étendue de leur dépendance à l'égard de la nature.

Emily McKenzie, Directrice technique du TNFD, a présenté une approche sectorielle de l'harmonisation visant à développer une architecture simplifiée d'indicateurs permettant de comparer les performances au sein d'un même secteur et entre différents secteurs.

En ce qui concerne la dépendance des entreprises à l'égard de la nature tout au long de leurs chaînes de valeur et d'approvisionnement, les panélistes ont fait remarquer que : les dépendances et les impacts sont étroitement liés ; et les indicateurs de l'état de la nature ont été testés dans plusieurs secteurs et biomes, à différents niveaux de granularité, afin de garantir leur applicabilité et leur pertinence.

Concernant la nécessité de monter un dossier commercial pour obtenir l'adhésion interne, Mme McKenzie a mis en avant les opportunités liées à la nature, à savoir les activités qui profitent à la fois aux entreprises et à la nature ou qui évitent et réduisent les dommages causés aux deux. Elle a souligné l'avantage des projets pilotes, qui utilisent une petite partie du budget des entreprises et donnent des résultats rapides, créant ainsi une base factuelle sur laquelle les entreprises peuvent fonder leurs décisions. Mme Martin a souligné que les divulgations volontaires rendent les entreprises compétitives et attractives pour les investisseurs.

Conversation avec les pionniers de l'approche RHINO de l'UICN : Enseignements tirés des entreprises pilotes engagées dans la promotion de la nature positive : Samedi, Heather De-Quincey, d'Anglo American, a présenté en détail le projet pilote RHINO de son entreprise à Minas-Rio, au Brésil, soulignant que la société minière travaille dans des paysages sensibles et doit identifier les menaces qui pèsent sur les espèces dans sa zone d'exploitation. Elle a donné un aperçu de l'utilisation de l'indicateur STAR pour mesurer la contribution des investissements à la réduction du risque d'extinction des espèces.

Todd Edwards, de Fortescue, a illustré la compréhension croissante de son entreprise de ce que signifie être positif sur le plan net et a décrit un projet pilote dans la région de Pilbara en Australie, où Fortescue mène d'importantes activités minières. Il a souligné l'importance de disposer de données fiables et de comprendre les différentes utilisations des terres.

Jean-Charles Djelalian, Solvay, a expliqué comment l'entreprise utilise RHINO pour structurer ses efforts en matière de développement durable. Il a évoqué l'extension prévue d'un projet pilote mené à Dombasle, en France, à l'Italie et à la Bulgarie, avant de l'étendre à d'autres sites en Europe et dans le monde. M. Djelalian a souligné l'importance de la collaboration et a insisté sur le fait que le développement durable consiste à « créer de la valeur que les communautés locales, les décideurs politiques et les employés sont les premiers à comprendre ».

Les discussions qui ont suivi ont porté sur la pérennité des entreprises et l'objectif d'une exploitation durable à l'avenir.

Mobiliser des financements à grande échelle : Respecter les engagements en matière de conservation et l'Objectif 19 du CMB :

Cette session s'est déroulée samedi. Soulignant la nécessité d'accélérer et d'étendre la mise en œuvre du CMB, la Secrétaire exécutive de la CDB, Mme Schomaker, a attiré l'attention sur les objectifs du cadre visant à combler le déficit de financement de la biodiversité et à aborder le rôle du secteur privé à cet égard. Elle a expliqué que l'Objectif 19 du CMB vise à mobiliser 200 milliards de dollars par an pour la biodiversité, toutes sources confondues, et que l'Objectif 15 vise à ce que les entreprises évaluent, divulguent et réduisent les risques et les impacts négatifs liés à la biodiversité.

Mme Schomaker a souligné qu'ignorer les risques et les dépendances liés à la nature n'était plus une option viable ou responsable pour les entreprises. Elle a évoqué les discussions visant à garantir que les Crédits nature tiennent compte des enseignements tirés des Crédits carbone, en particulier dans la perspective de la COP 17 de la CDB en 2026.

En ce qui concerne la mobilisation de financements pour la nature, Sandrine Enguehard, Directrice adjointe des relations avec les organisations de la société civile à la Société Générale, a attiré l'attention sur les Principes de l'Equateur, qui définissent



Astrid Schomaker, Secrétaire exécutive de la CDB

les meilleures pratiques dans le secteur bancaire. Thomas Viegas, d'Aviva, a mis en avant deux domaines prioritaires pour le financement de la nature :

- au sein de la chaîne de valeur d'une entreprise, en s'engageant par le biais de portefeuilles d'investissement, de changements de comportement et en utilisant des outils tels que [l'Outil d'évaluation intégrée de la biodiversité](#) (IBAT) pour comprendre les dépendances, les impacts et les risques ; et
- en dehors de la chaîne de valeur, en citant les travaux sur le soutien aux SfN et le développement de fonds d'investissement ciblés.

En ce qui concerne la manière de développer le financement, M. Schomaker a souligné la nécessité de se concentrer sur la réforme des subventions néfastes, en soulignant leur nature perturbatrice pour le marché. Mme Enguehard a souligné la nécessité de poursuivre le développement de mesures permettant d'évaluer les impacts sur la nature et de garantir la rentabilité des projets favorables à la nature. M. Viegas a présenté les cadres de planification de la transition comme un moyen pour les entreprises d'évaluer l'ensemble de leurs budgets et d'intégrer la nature dans leurs activités habituelles ; il a également souligné la nécessité de faire le lien entre les calendriers trimestriels des entreprises et les Agendas 2030 et 2050 des Accords multilatéraux sur l'environnement (AME).

Les panélistes ont notamment mis en avant les opportunités de création d'emplois, les risques sociaux et sanitaires liés à l'absence de protection de la nature, et les moyens de combler le déficit de confiance entre les partenaires financiers du Nord et les partenaires de mise en œuvre du Sud.

Libérer les financements privés pour 30x30 : Des mécanismes basés sur les résultats pour favoriser la conservation par zone : Dimanche 12 octobre, une table ronde organisée dans le pavillon des entreprises a réuni des professionnels de la finance et de la conservation afin de discuter des efforts visant à libérer des financements pour la Conservation basée sur les résultats, en mettant particulièrement l'accent sur l'Objectif 3 du CMB (conserver 30 % des terres, des eaux et des mers d'ici 2030).

Camille Maclet, Responsable Capital Naturel & Biodiversité chez BNP Paribas, a mis en avant la stratégie de la banque visant à aider ses clients et partenaires, petits et grands, à réduire les impacts négatifs sur la biodiversité et à fournir des financements axés sur l'impact. Il a souligné que la mesure des impacts restait difficile et a cité les indicateurs État de la Nature de NPI comme un outil utile à cet égard. M. Maclet a également mentionné les Obligations à impact comme un moyen de lever des fonds et d'utiliser des transactions qui récompensent les impacts positifs.

Kyra Lunderstedt, de la Sustainable Finance Coalition, a évoqué la plateforme en libre accès de la Coalition qui répertorie les solutions financières à impact. Elle a indiqué que cette

plateforme présente les innovations en Afrique et évalue les solutions en fonction de leur faisabilité, de leur évolutivité et de leur impact sur les populations et la planète. Mme Lunderstedt a souligné l'importance du renforcement des capacités pour garantir que les flux financiers atteignent leur destination.

Siska Martina Sihombing, de la Liste verte de l'UICN, a présenté la norme [de la Liste verte de l'UICN](#) pour les zones protégées et conservées, ainsi que les efforts de collaboration pour l'inscription des zones marines protégées au Belize. Notant que l'Objectif 30x30 ne peut être atteint sans conditions favorables, en particulier financières, elle a souligné la nécessité de partenaires financiers privés et de mécanismes financiers innovants.

Frank Griffin, Directeur exécutif de l'Initiative du Triangle de corail sur les récifs coralliens, la pêche et la sécurité alimentaire, a décrit le Fonds de conservation du Triangle de corail mis en place pour protéger la biodiversité dans le Triangle de corail. Il a fait remarquer que l'Amazonie et le bassin du Congo sont des points chauds terrestres bien connus et que le Triangle de corail est leur équivalent marin. Il a souligné l'importance de travailler ensemble et a noté que l'Initiative rassemble six gouvernements (Indonésie, Malaisie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Îles Salomon et Timor-Leste).

Naomi Delille, du Sango Nature Project, a décrit le projet Sango au Zimbabwe. Elle a souligné l'importance d'une approche holistique de la conservation et a évoqué la mobilisation de fonds privés, notant que les revenus générés par les activités d'écotourisme ne couvrent pas les coûts opérationnels. Elle a mis en avant la valeur de la Liste verte de l'UICN et de la certification B Corp. Mme Delille a expliqué que les Crédits de biodiversité en sont encore à leurs balbutiements et a souligné l'importance de renouer avec la nature à tous les niveaux.

En réponse aux questions du public, les panélistes ont souligné l'urgence d'atteindre ces objectifs mondiaux d'ici 2030 et ont partagé l'inflexion positive du passage à une réflexion axée sur les résultats. Ils ont également clarifié la définition d'un projet « bancable » (un projet qui répond aux critères des investisseurs, tels que l'obtention d'un retour sur investissement attendu, la mise en œuvre par un partenaire crédible et la réalisation des objectifs environnementaux, sociaux ou financiers souhaités), et ont indiqué des moyens innovants d'accéder à des financements pour la conservation, notamment par le biais du parrainage d'entreprises.

Forum sur la biodiversité : Apprendre de la nature, agir pour la nature : Organisée dans le Pavillon des Émirats arabes unis, une série de sessions a eu lieu dimanche pour mettre en lumière des exemples de protection de la nature qui ont influencé le travail des panélistes et présenter les perspectives de différents secteurs sur la manière de conduire le changement.



Frank Griffin, Directeur exécutif, Initiative du Triangle de corail sur les récifs coralliens, la pêche et la sécurité alimentaire



Barbara Lang-Lenton, Directrice, Aquarium et projet de réhabilitation des tortues de Dubaï, Jumeirah Burj Al Arab



Intervenants lors de la session « Histoires de la nature : protéger la vie sauvage »

Les délégués ont assisté à une session intitulée « **Nature Stories : Protecting the Wild** » (Histoires de la nature : protéger la vie sauvage), au cours de laquelle Daniel Mateos-Molina, Responsable de la conservation marine et de la biodiversité chez Emirates Nature - WWF, a partagé ses expériences des merveilles de la nature, telles que nager avec des tortues de mer.

Barbara Lang-Lenton, Directrice de l'aquarium et du projet de réhabilitation des tortues de Dubaï, Jumeirah Burj Al Arab, a décrit les activités de conservation, de réhabilitation et de suivi par satellite des tortues. Elle a souligné l'importance des zones marines protégées nationales et du renforcement de leur connectivité écologique.

David Ramos Alvarez, HSBC Moyen-Orient, Afrique du Nord et Turquie, a évoqué le déficit financier en matière de conservation de la nature et défini les montants à investir chaque année dans la biodiversité. Il a appelé à « mettre un prix » sur les écosystèmes et leurs services afin de susciter l'intérêt des investisseurs, et a discuté de la valeur de la restauration et de la protection des mangroves. Il a également mis en avant les canaux de financement philanthropique de HSBC et appelé à intégrer la protection des mangroves au niveau des politiques nationales.

Esmat Elhassan, de l'Autorité de Dubaï pour l'environnement et le changement climatique, aux Émirats arabes unis, a attiré l'attention sur une réserve de conservation du désert dans laquelle un écosystème lacustre artificiel a été développé, soulignant ses objectifs en matière de loisirs humains et de conservation de la faune sauvage. Il a souligné les succès obtenus en impliquant les communautés en les rapprochant de la nature, et a fait état d'une reprise des populations d'oiseaux sauvages.

La deuxième partie du Forum était consacrée au thème **Protection de la nature et conduite du changement : le point de vue des Organisations de la société civile (OSC)**. Elle était modérée par Lubna Al Ameri, de la Compagnie pétrolière nationale d'Abou Dhabi.

Ellora-Julie Parekh, d'Al Futtaim, a discuté des approches de la durabilité dans son entreprise, soulignant l'importance de comprendre les exigences des consommateurs en matière de durabilité. Mme Parekh a souligné l'importance de démontrer l'intérêt commercial de la biodiversité comme un impératif majeur pour les résultats financiers des entreprises.

Charbel Abi Akl, de DAS Holding, a décrit le travail de la société d'investissement sur la durabilité, de la sensibilisation à l'intégration du concept dans les cadres et les stratégies de chaque secteur. Il a donné des exemples concrets, notamment la transition vers les voitures électriques et l'amélioration des opérations afin de réduire les temps de transport.

Miniya Chatterji, PDG de Sustain Lab Paris, a relevé trois défis : se concentrer sur une réflexion à long terme, améliorer les incitations et renforcer les compétences en mettant l'accent sur l'éducation. Elle a souligné les succès obtenus dans le cadre de

projets de comptabilisation et de développement du carbone, et a salué les efforts visant à renouer avec la nature.

Partageant leurs points de vue sur les facteurs favorisant l'intégration de la biodiversité, les panélistes ont souligné la nécessité de se concentrer sur les personnes, grâce au renforcement des capacités internes des entreprises, et sur des financements innovants pour aider les entreprises à quantifier les « avantages écologiques ». Ils ont en outre souligné que le fait de ne pas intégrer la biodiversité dans les plans d'affaires peut avoir des répercussions économiques négatives, en affectant les chaînes d'approvisionnement, les coûts opérationnels et en nuisant à la réputation.

Hala Hatamleh, du Posterity Institute, a présenté le **lancement d'une nouvelle publication intitulée « AI for Nature: Safeguarding UAE's Biodiversity »** (L'IA au service de la nature : préserver la biodiversité des Émirats arabes unis). Elle a déclaré que cette publication illustre des études de cas opérationnels sur la manière dont l'IA peut être utilisée pour protéger et restaurer les écosystèmes et atténuer les impacts négatifs des projets de développement, par exemple en réduisant la mortalité des rapaces autour d'un parc éolien.

Affirmant que « la nature est plus qu'un objectif, c'est une source de sagesse, de résilience et de renouveau », Elham Chehaimi, Responsable du réseau OSC, a prononcé le discours de clôture, soulignant l'importance de la collaboration et de l'apprentissage mutuel pour avoir un impact réel.

L'argument commercial en faveur de la nature : Diriger avec un objectif : Modérée par Ibrahim, de l'UICN, une discussion informelle a eu lieu dimanche avec Amelia Fawcett, Coprésidente du Comité consultatif international sur les Crédits de biodiversité, et Lucita Jasmin, Directrice du développement durable du groupe Royal Golden Eagle et Directrice du développement durable et des affaires extérieures du groupe APRIL.

Au cours de la discussion sur l'argument commercial en faveur de la nature, Mme Fawcett a fait remarquer que celui-ci n'était pas omniprésent. Elle a souligné que, du point de vue de l'investissement, la valeur à long terme d'une entreprise était liée à la durabilité de l'écosystème naturel au sens large. Elle a insisté sur le fait que les modèles commerciaux et les gouvernements devaient intégrer la nature au cœur de leurs activités, plutôt que de la considérer comme un élément supplémentaire. Mme Fawcett a appelé à faire preuve d'une forte détermination, à souligner l'interdépendance entre l'humanité et le monde naturel, et à garder à l'esprit que « nos descendants vivront avec les conséquences de nos actions ».

Mme Jasmin a insisté sur la licence sociale d'exploitation des entreprises, notamment l'inclusion sociale et l'équité intergénérationnelle. Elle a souligné que la protection de la nature va au-delà de la simple protection des intérêts commerciaux. Notant l'évolution du contexte géopolitique, Mme Jasmin a



Panélistes lors de la session « Renforcer l'engagement du secteur privé dans les OECM pour contribuer à l'Objectif 3 du CMB en Asie »

exhorté à se concentrer sur le long terme, tout en comprenant les réalités et les engagements.

Quant à la manière de surmonter les difficultés actuelles, Mme Jasmin et Mme Fawcett ont noté une évolution vers la mise en œuvre. Elles ont déclaré que les discussions dans ces espaces « ne portent plus sur le quoi, mais sur le comment », soulignant ainsi les raisons d'être optimiste.

Renforcer l'engagement du secteur privé dans d'autres mesures efficaces de conservation par zone (OECM) pour contribuer à l'Objectif 3 du CMB en Asie : Soulignant la longue histoire des OECM dans la région Asie-Pacifique, Olivier Chassot, de l'UICN, a déclaré dimanche que la définition officialise et s'appuie sur un système de longue date dans lequel les zones gérées ou détenues par les communautés locales contribuent aux objectifs en matière de biodiversité. Concernant les avantages de la reconnaissance des OECM, M. Chassot a expliqué qu'elles augmentent le pourcentage de zones protégées et conservées, et a souligné les possibilités de légitimer les efforts de conservation menés par les communautés et les organisations confessionnelles dans la région.

M. Campilan, de l'UICN, a souligné les progrès réalisés dans la sensibilisation aux OECM et a appelé à se concentrer sur le renforcement de la compréhension par différentes entités du secteur privé. Il a présenté les initiatives de développement des OECM autour des sites de production de Toyota en Thaïlande.

Wataru Suzuki, Directeur du Bureau de la stratégie pour la biodiversité du ministère japonais de l'Environnement, s'est exprimé au nom d'Atsuhiko Yoshinaka, de l'université Rakuno Gakuen. Il a décrit comment l'université se prépare à enregistrer son campus en tant qu'OECM, soulignant le fort engagement des étudiants et les avantages connexes, notamment le stockage du carbone et une connectivité écologique accrue avec les forêts adjacentes.

Mme Hashimoto, de la société Shimizu, a présenté les approches adoptées pour aligner la stratégie de la société sur les objectifs en matière de biodiversité, notamment en utilisant les évaluations TNFD pour révéler leur contribution à la déforestation en Malaisie et, par conséquent, réduire l'utilisation de bois non certifié par la société. Elle a détaillé les initiatives collaboratives contribuant à la déclaration des OECM comme sites certifiés au niveau national comme étant gérés de manière durable.

Répondant à la nécessité d'évaluer, de divulguer et de réduire les risques et les impacts liés à la biodiversité, Lesley Dickie, Vice-présidente exécutive de BirdLife International, a attiré l'attention sur l'IBAT, une plateforme permettant aux entreprises de prendre des décisions éclairées. Elle a mentionné l'intégration prévue de la base de données mondiale sur les OECM dans l'IBAT en octobre 2025. Mme Dickie a également décrit les mesures prises au niveau local dans la région qui présentent des avantages écologiques et économiques.



Kevin Smith, UICN

Femy Pinto, Directrice exécutive du Programme d'échange de produits forestiers non ligneux, a présenté les territoires et les zones conservés par les PAFL (ICCA), soulignant qu'ils contribuent directement à plusieurs objectifs du CMB. Elle a mis en avant les opportunités de financement qui ont suivi l'élaboration d'une stratégie et d'un plan d'action pour la biodiversité des peuples autochtones aux Philippines, avec le soutien du Consortium ICCA.

Initiative collaborative sur les espèces exotiques envahissantes (EEE) : Intensifier l'action sectorielle des entreprises : Cette session, modérée dimanche par Kevin Smith, de l'UICN, a informé les délégués de la définition, des risques et des coûts associés aux EEE. M. Smith a souligné que la Liste rouge de l'UICN indique que 16,2 % des extinctions sont dues aux seules EEE et a attiré l'attention sur l'Objectif 6 du CMB (réduire de 50 % l'introduction d'EEE et minimiser leur impact d'ici 2030).

Toru Sasaki, Azbil Corporation, a évoqué les fourmis rouges et les araignées à dos rouge en tant qu'EEE, soulignant que ces espèces ne respectent pas les frontières et sont facilement transportables, ce qui nécessite une sensibilisation et une action intersectorielles.

Libby Sandbrook, Directrice de Business and Nature, Fauna & Flora, a abordé la question de la lutte contre les EEE et ses implications pour les entreprises. Elle a présenté [l'Initiative collaborative sur les EEE](#) menée par Fauna & Flora, l'UICN, le TNFD et des entreprises de premier plan. Selon elle, cette initiative vise à collaborer, apprendre et partager les meilleures pratiques, sensibiliser les entreprises et accélérer les actions.

Victor Galván, Directeur de Nature, Iberostar Group, a souligné les impacts des EEE sur les paysages et les jardins du groupe hôtelier, et a détaillé les efforts déployés pour éliminer les EEE et les remplacer par des espèces indigènes ou endémiques. Il a appelé à la mise en place de partenariats réactifs et à un renforcement du savoir-faire.

M. Edwards, Fortescue, a discuté des impacts des EEE, telles que les chats sauvages ou les crapauds buffles, sur les opérations minières. Il a souligné l'importance des données, de la surveillance, des rapports sur les objectifs réalisables et de la sensibilisation.

Stéphan Plisson-Saune, TotalEnergies, a décrit les impacts des EEE sur leurs activités mondiales de transport de marchandises et d'autres domaines d'activité, soulignant qu'il était judicieux sur le plan commercial de contrôler ces espèces.

Mme McKenzie, TNFD, a expliqué comment le groupe de travail soutient les entreprises grâce à un cadre d'évaluation et de divulgation, favorisant la gestion des risques et des opportunités.

Dialogue de réflexion sur le sommet des entreprises : Cette session interactive, qui s'est tenue dimanche après-midi, était modérée par Karimah Hudda, Fondatrice et catalyseuse en chef d'illumine.earth.



Karimah Hudda, Fondatrice et catalyseuse en chef, illumine.earth

Les participants ont souligné les principaux enseignements tirés du sommet, notamment :

- la nécessité de connaissances et d'imagination ;
- l'importance de se concentrer sur la narration et la promotion d'histoires porteuses d'espoir ;
- l'utilisation des technologies nouvelles et émergentes telles que l'IA ;
- l'instauration de la confiance ;
- la réunion de différentes parties prenantes qui ne se comprennent pas nécessairement ; et
- la recherche active d'entreprises plutôt que d'attendre qu'elles s'engagent.

Pour alimenter la réflexion, un délégué a attiré l'attention sur la nécessité pour les entreprises de trouver un équilibre entre leurs résultats financiers actuels et leurs ambitions environnementales futures. En conclusion, Mme Hudda a invité les participants à prendre le temps de réfléchir davantage et d'élaborer des stratégies de mise en œuvre après la clôture du sommet.

Biodiversité par conception : construction en bois et chaînes de valeur forestières pour la nature : Lundi 13 octobre, le Modérateur Arndt, PEFC International, a fait remarquer que le bois « est notre meilleur allié » pour protéger la biodiversité, car les forêts gérées de manière durable sont également gérées dans le respect de la biodiversité.

Ewald Rametsteiner, Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a expliqué que la plupart des matériaux de construction ne sont pas renouvelables et ont une empreinte carbone plus importante que le bois. Il a souligné le « triple avantage » de l'utilisation du bois pour les gains économiques, sociaux et environnementaux, parallèlement à la mise en place de solutions positives pour la nature. M. Rametsteiner a attiré l'attention sur l'Objectif 11.1 des ODD, qui vise à garantir l'accès de tous à un logement adéquat, sûr et abordable, ainsi que sur l'initiative « Du bois durable pour un monde durable » de la FAO.

Robert Nasi, Directeur général du Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR), a décrit les nombreux avantages de l'utilisation du bois, tels que son rendement thermique élevé, et de ses dérivés, tels que les produits chimiques à base de bois ou les textiles cellululosiques. Il a souligné l'importance de la traçabilité des produits du bois et a appelé à la restauration et à une meilleure gestion.

Yuuko Iizuka, Sumitomo Forestry, a décrit une collaboration avec l'université de Kyoto pour développer un satellite en bois. Elle a décrit les cycles du bois et son approvisionnement, en s'éloignant de l'exploitation forestière illégale ou du bois provenant de forêts converties en terres agricoles, et en s'engageant auprès des fournisseurs en amont et des utilisateurs en aval. Healy Hamilton, Sustainable Forestry Initiative, a souligné l'augmentation du nombre d'entreprises forestières

cherchant à obtenir une certification, remarquant que les certifications favorisent les cycles de consommation durables.

En réponse aux questions du public, les panélistes ont abordé les approches visant à réduire la consommation et l'impact. Mme Iizuka a souligné la transition entre la démolition des maisons en bois et la déconstruction et la réutilisation. Mme Hamilton a fait remarquer que les solutions sont spécifiques à chaque cas, en mentionnant les mécanismes de séquestration du carbone et de réduction des émissions dans les opérations forestières et de construction.

En ce qui concerne les réglementations favorables et la longévité des produits, les panélistes ont souligné les exigences en matière de marchés publics pour l'utilisation de matériaux renouvelables et la garantie d'un approvisionnement durable en produits forestiers. M. Rametsteiner a souligné que l'initiative « Villes vertes » de la FAO faisait avancer le débat sur l'évolution de la consommation de matériaux dans les villes. Mme Iizuka a ensuite présenté le concept japonais de « carbone tout au long du cycle de vie », qui obligera les entreprises de construction à rendre compte des émissions de gaz à effet de serre tout au long du cycle de vie d'un bâtiment à partir de 2028.

Tenir compte du contexte : comment les entreprises peuvent co-créer un avenir positif pour la nature grâce à des stratégies inclusives impliquant les parties prenantes : Lundi, Ian Gunderson, de l'UICN, a souligné l'importance d'intégrer les entreprises, appelant à les placer au cœur des dialogues sur la conservation.

Dans son discours liminaire, Lite Nartey, de l'INSEAD, a expliqué comment les entreprises peuvent tirer profit de l'implication d'un large éventail de parties prenantes et de la prise en compte du contexte dans lequel elles opèrent. Elle a souligné que le modèle de financement de la conservation par des donateurs n'était plus efficace, précisant que les projets devaient être autosuffisants. Elle a insisté sur la nécessité de changer la perception de la nature comme une externalité pour comprendre son rôle central.

Mme Nartey a donné des exemples tirés de la Peace Parks Foundation, qui opère au Kenya, au Malawi et au Zimbabwe, et a expliqué comment celle-ci se concentre sur le capital à long terme, la gouvernance et les moyens de subsistance inclusifs. Elle a également évoqué une ferme aquacole sur le lac Victoria, au Kenya, soulignant ses objectifs : produire du tilapia abordable et de haute qualité pour les consommateurs à faibles revenus, et lutter contre la sous-alimentation et le déclin rapide des prises de poissons sauvages dans le lac. Elle a souligné que « la gestion des écosystèmes n'est pas une question de philanthropie, mais d'exécution stratégique », et a appelé les entreprises à devenir des orchestrateurs d'écosystèmes, en alignant la prospérité sur la santé de la planète.

Eva Ramos Perez-Torreblanca, Directrice de l'analyse des politiques environnementales et de l'économie à l'Agence



Yuuko Iizuka, Sumitomo Forestry



Lite Nartey, INSEAD

pour l'environnement d'Abu Dhabi, a présenté les initiatives visant à renforcer la coordination et la collaboration entre les entités gouvernementales des Émirats arabes unis, traditionnellement cloisonnées. En ce qui concerne la mise en place d'environnements politiques favorables, elle a mentionné l'élaboration de politiques utilisant des instruments basés sur le marché, notamment la déclaration obligatoire des émissions de gaz à effet de serre à partir de 2026, qui contribuera à créer l'infrastructure nécessaire à un marché national du carbone. Mme Ramos Perez-Torreblanca a souligné l'importance d'impliquer de multiples partenaires, dans tous les secteurs, afin de développer les compétences, d'améliorer la compréhension mutuelle et d'accroître la pertinence des projets.

Au cours des discussions, Mme Narthey et Mme Ramos Perez-Torreblanca ont souligné la nécessité d'une cohérence des politiques, avec un alignement et une compréhension nécessaires entre les départements chargés du climat, de l'industrie, des services publics, de l'énergie et de la planification. Un participant a remis en question les avantages écologiques de l'aquaculture, soulignant la prévalence des impacts écologiques négatifs de ce secteur intensif. Mme Narthey a mis en avant les résultats obtenus par le projet du lac Victoria dans la lutte contre la prolifération des algues.

Libérer les financements privés pour des solutions fondées sur la nature (SfN) évolutives, crédibles et à haute intégrité : La Modératrice de la session, Debasmitha Boral Rolland, de l'UICN, a déclaré lundi que la réalisation des objectifs des Conventions de Rio nécessite un changement radical dans le financement de la nature.

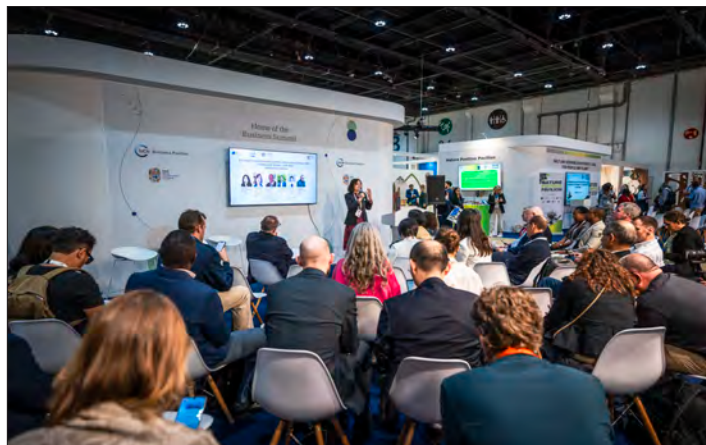
Angela Andrade, Présidente de la CEM de l'UICN, a présenté la deuxième édition du Standard mondial de l'UICN pour les SfN, le décrivant comme un instrument crédible pouvant être appliqué dans différents domaines de travail. Elle a appelé à garantir des conditions favorables à la mise en œuvre et à fournir un soutien direct à ceux qui appliquent les SfN sur le terrain.

Thomas Andersson, Président de l'Organisation internationale pour l'économie du savoir et le développement des entreprises, a souligné l'urgence de résoudre les défis environnementaux actuels, notant que l'influence de l'économie sur la nature est aujourd'hui écrasante. Il a souligné que les coûts à court terme de la réparation des dommages entraînaient un sous-investissement dans la nature. M. Andersson a notamment appelé à intensifier les efforts en faveur des SfN, à recourir au financement mixte pour partager les risques et réaliser des synergies, et à mettre en place un suivi. Il a souligné que l'humanité se trouvait entre la finance verte et la nature, qu'il n'existait pas de solution miracle et que la participation de multiples parties prenantes ne pouvait attendre que les gouvernements seules rassemblent les gens.

En réponse aux questions des participants, M. Andersson a fait remarquer que, bien que les PME disposent de financements supplémentaires, ceux-ci restent insuffisants. Il a insisté sur la nécessité de vérifier et de récompenser les actions, soulignant qu'il fallait aller au-delà de la simple valorisation des divulgations et des rapports.

La session s'est poursuivie par une table ronde. M. Schoumsky, de la Société Générale, a apporté le point de vue du secteur bancaire, soulignant le rôle du Standard mondial de l'UICN pour les SfN dans le renforcement de la crédibilité et la réduction du risque perçu des projets SfN. Il a ensuite décrit le travail visant à aligner les objectifs des projets sur les Contributions déterminées au niveau national dans le cadre de l'accord de Paris sur le changement climatique et les stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité.

Nan Xiang, Directrice du département Développement international de China Sustainability Tribune, a présenté des solutions axées sur les entreprises pour accélérer la réalisation des ODD en Chine. Elle a mis en avant une initiative gouvernementale visant à susciter l'adhésion du secteur privé, notamment un programme d'accélération des SfN et des formations sur mesure. Mme Xiang a également souligné un projet SfN dans le cadre duquel une entreprise de services publics



Participants à la session « Libérer les financements privés pour des solutions fondées sur la nature évolutives, crédibles et à haute intégrité »

située sur une voie migratoire d'oiseaux a intégré la nature dans ses infrastructures.

Abordant la nécessité de combler le déficit de financement important de la biodiversité, estimé à 700 milliards de dollars par an, Christopher Dickinson, de la BAD, a évoqué des instruments financiers innovants tels que les Obligations biodiversité et a présenté le Nature Solutions Finance Hub de la BAD, qui vise à catalyser le financement des SfN. Il a souligné l'importance d'éviter le greenwashing, en mettant en avant les efforts visant à améliorer les garanties.

Au cours d'une session de questions-réponses, les panélistes se sont concentrés sur l'adaptation de l'analyse de rentabilité des SfN aux différents acteurs du secteur privé, soulignant que celle-ci peut varier entre les investisseurs, les entreprises et autres. Ils ont également souligné la nécessité de continuer à sensibiliser le public aux SfN.

Renforcer la confiance : Dialogue interactif sur l'application du capital naturel dans les décisions commerciales : Lundi, la modératrice Louise Amand, de Capitals Coalition, a accueilli les participants à ce dialogue ouvert réunissant des chefs d'entreprise mondiaux pour discuter de l'intégration du capital naturel dans la prise de décision et la comptabilité.

Nadine McCormick, du WBCSD, a discuté des personnes à impliquer, de la manière de garantir une compréhension commune et de s'assurer que les décisions appropriées sont prises au bon moment.

Erika Daintry, Directrice exécutive du Finnish Business Council UAE, a souligné l'importance d'intégrer les intérêts naturels, humains, sociaux et financiers, de prendre en



Erika Daintry, Directrice exécutive, Conseil des entreprises finlandaises des Émirats arabes unis



Participants à la session « Connecter les forêts et la finance : comment la mesure du capital naturel peut-elle favoriser le changement dans l'allocation des capitaux ? »

compte toutes les formes de capital et de reconnaître la valeur transformatrice du renforcement des capacités.

Umar Munir, de la Cleveland Clinic Abu Dhabi, a donné un aperçu des différentes évaluations environnementales réalisées à l'hôpital d'Abu Dhabi, en particulier sur la consommation d'énergie, y compris les mesures prises et le retour sur investissement. Shreehari Krishnan, de BESIX Middle East, a abordé la question de la construction durable et a souligné que les émissions de gaz à effet de serre peuvent se traduire en coûts de carburant.

Les participants ont en outre souligné que la préservation de la nature consiste à maintenir les fondements de l'avenir, qu'il est nécessaire d'adopter une approche intégrée et de sensibiliser le public, d'intégrer l'environnement dans les activités des entreprises et d'inclure le capital naturel dans les bilans des entreprises. Ils ont mentionné un rapport qui sera bientôt publié par l'Abu Dhabi Sustainability Group, sur le renforcement des capacités en matière d'évaluation du capital naturel pour la prise de décisions commerciales.

Connecter les forêts et la finance : Comment la mesure du capital naturel peut-elle favoriser le changement dans l'allocation des capitaux ? Cette discussion axée sur les solutions, modérée lundi par Ross Hampton, PDG de l'International Sustainable Forestry Coalition, a approfondi une initiative explorant la transition vers une approche mondialement normalisée du capital naturel pour le secteur forestier.

Mme McKenzie, TNFD, a souligné l'intérêt croissant pour la comptabilisation et l'évaluation du capital naturel, manifesté



Thorsten Arndt, PEFC International



Louise Amand, Capitals Coalition

par les investisseurs, les régulateurs et les organismes de normalisation, à la suite d'une première série d'évaluations des risques et des dépendances liés à la nature. Elle a ensuite présenté les travaux en cours, s'appuyant sur [le Protocole sur le capital naturel](#) de la Capitals Coalition.

Mme Amand, de la Capitals Coalition, a souligné la nécessité de rendre la nature plus « visible » dans la prise de décisions économiques grâce à la comptabilité du capital naturel, affirmant que cela deviendrait la « nouvelle norme d'ici cinq ans ». Elle a insisté sur l'importance du renforcement des capacités et de l'expertise, ainsi que de l'accès à des données fiables, éléments essentiels pour évaluer de manière fiable les impacts et les dépendances liés à la nature.

M. Arndt, PEFC International, a souligné l'importance de la certification et de la normalisation pour intégrer les Crédits nature dans le secteur forestier, citant les normes variables appliquées au cas par cas. Il a également insisté sur la nécessité de veiller à ce que les moyens de subsistance dépendant des forêts ne soient pas laissés pour compte.

Mme Iizuka, de Sumitomo Forestry, a présenté l'historique de la comptabilité du capital naturel de son entreprise, soulignant que la leçon avait été apprise « à la dure », à la suite d'un incident de pollution survenu dans leur mine de cuivre il y a un siècle. Elle a insisté sur l'importance d'une approche unifiée pour les mesures et l'utilisation d'un langage commun, et a souligné le rôle du secteur forestier en amont dans la communication de la valeur des écosystèmes aux investisseurs.

Au cours des discussions, M. Hampton a fait remarquer que la nature continue d'être attribuée à un coût négatif dans les bilans, soulignant la valeur perçue comme inférieure des terres forestières par rapport aux terres agricoles en Australie. Les participants ont abordé l'importance d'utiliser les technologies émergentes et de renforcer les processus de collecte et de diffusion des données.

À partir d'études de cas pratiques, ils ont présenté le [Forico Natural Capital Report](#) sur la gestion environnementale et les rapports de durabilité des entreprises, ainsi que des exemples illustratifs de divulgations liées à la nature dans le [Centre de connaissances TNFD](#). Mme McKenzie a également attiré l'attention sur les Natural Asset Companies (NAC), des entreprises possédant des actifs naturels, qui sont développées comme modèles pour répondre à la demande croissante d'investissements à grande échelle favorables à la nature.

Les participants ont mis en garde contre l'utilisation du terme « compensation de la nature » et contre le fait de se concentrer exclusivement sur les matières premières, ce qui revient à renoncer à la valeur sociale. Ils ont attiré l'attention sur les différences entre les marchés de la nature à travers le monde et sur les disparités géographiques en matière de disponibilité des données.

Réunions à venir

CBD SBSTTA 27 : La 27^e réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques (SBSTTA 27) de la CDB abordera des questions pertinentes pour la mise en œuvre de la Convention et du CMB. **dates** : 20-24 octobre 2025 **lieu** : Panama City, Panama **www** : cbd.int/meetings/SBSTTA-27

Sommet européen sur les entreprises et la nature 2025 : Ce sommet mobilisera la communauté européenne des entreprises et de la finance afin de mener des actions transformatrices en faveur d'un avenir positif pour la nature. Il s'agit de l'événement européen phare sur les entreprises et la nature. **dates** : 23-24 octobre 2025 **lieu** : Helsinki, Finlande **www** : green-forum.ec.europa.eu/green-business/business-and-biodiversity/european-business-and-nature-summit/

CBD SB8(j) 1 : Organisée consécutivement à la SBSTTA 27, la première réunion du nouvel Organe subsidiaire de la Convention sur l'article 8(j) abordera les questions liées aux peuples autochtones et aux communautés locales. **dates** : 27-30 octobre 2025 **lieu** : Panama City, Panama **www** : cbd.int/meetings/SB8J-01

Sommet du G20 2025 : Le Groupe des Vingt (G20) regroupe les principales économies mondiales, représentant 85 % du produit intérieur brut mondial, plus de 75 % du commerce international et environ deux tiers de la population mondiale, et cherche à trouver des solutions aux problèmes économiques et financiers mondiaux. Le sommet du G20 2025 sera axé sur le climat, l'environnement, la durabilité et le financement. **dates** : 22-23 novembre 2025 **lieu** : Johannesburg, Afrique du Sud **www** : g20.org

CITES CoP 20 : La Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) se réunit tous les deux ou trois ans pour examiner la mise en œuvre de la Convention, évaluer les progrès réalisés dans la conservation des espèces inscrites aux annexes de la Convention et examiner les propositions visant à modifier les listes d'espèces figurant aux annexes I et II. **dates** : 24 novembre - 5 décembre 2025 **lieu** : Samarcande, Ouzbékistan **www** : cites.org/eng/cop/20

21^e Assemblée générale annuelle de l'IGF : Le Forum intergouvernemental sur les mines, les minéraux, les métaux et le développement durable se tiendra sous le thème « La valeur au-delà de l'extraction : repenser l'exploitation minière pour un avenir résilient ». **dates** : 3-5 novembre 2025 **lieu** : Genève, Suisse **www** : igfmining.org

CRIC 23 de la CNULCD : Le Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention (CRIC) se réunira pour examiner la mise en œuvre du cadre stratégique de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD), les rapports et d'autres questions. **dates** : 1^{er}-5 décembre 2025 **lieu** : Panama City, Panama **www** : unccd.int/cric23

ANUE-7 : La septième réunion de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (ANUE) fixera l'agenda environnemental mondial, fournira des orientations politiques générales et définira les réponses politiques à apporter aux nouveaux défis environnementaux. **dates** : du 8-12 décembre 2025 **lieu** : Nairobi, Kenya **www** : unep.org/environmentassembly/unea7

Réunion annuelle du Forum économique mondial : La réunion annuelle du Forum économique mondial réunira des dirigeants mondiaux issus des gouvernements, des entreprises, de la société civile et du monde universitaire qui participeront à des discussions prospectives afin d'aborder les enjeux mondiaux et de définir les priorités. **dates** : 19-23 janvier 2026 **lieu** : Davos-Klosters, Suisse **www** : weforum.org/meetings/world-economic-forum-annual-meeting-2026/

IPBES 12 : Cette réunion portera sur plusieurs thèmes clés, notamment l'évaluation méthodologique de l'impact et de la dépendance des entreprises à l'égard de la nature, et la poursuite de l'élaboration d'une deuxième évaluation mondiale de la biodiversité et des services écosystémiques. **dates** : 3-8 février

2026 **lieu** : Manchester, Royaume-Uni **www** : ipbes.net/events/ipbes-12-plenary

CMS COP15 : La 15^e réunion de la COP à la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS) se tiendra afin d'examiner la mise en œuvre de la Convention. **dates** : 23-29 mars 2026 **lieu** : Campo Grande, Brésil **www** : cms.int/cop15docs

Congrès mondial de l'UICN sur les aires protégées et conservées 2027 : Le 7^e Congrès mondial de l'UICN sur les aires protégées et conservées fixera l'agenda mondial en matière d'aires protégées. Il a lieu environ une fois tous les dix ans. **dates** : à confirmer **lieu** : Panama **www** : iucn.org

Pour connaître les autres événements à venir, consultez : sdg.iisd.org/events/

Glossaire

AME	Accords multilatéraux sur l'environnement
APRIL	Asia Pacific Resources International Limited
BAD	Banque asiatique de développement
CBD	Convention sur la diversité biologique
CEM	Commission de la gestion des écosystèmes de l'UICN
CMB	Cadre mondial pour la biodiversité Kunming-Montréal
COP	Conférence des Parties
CSO	Directeur du développement durable
EAU	Émirats arabes unis
FAB	First Abu Dhabi Bank
IA	Intelligence artificielle
IAS	Espèces exotiques envahissantes
IBAT	Outil d'évaluation intégrée de la biodiversité
NPI	Initiative Nature Positive
ODD	Objectifs de développement durable
OECM	Autres mesures efficaces de conservation par zone
PACL	Peuples autochtones et communautés locales
PEFC	Programme de reconnaissance des certifications forestières
PME	Petites et moyennes entreprises
RHINO	Résultats rapides, à haute intégrité et positifs pour la nature
SfN	Solutions fondées sur la nature
STAR	Indicateur de réduction des menaces pesant sur les espèces et de restauration des espèces
TNFD	Groupe de travail sur les informations financières liées à la nature
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature
WBCSD	Conseil mondial des entreprises pour le développement durable
WEF	Forum économique mondial
WWF	Fonds mondial pour la nature